

FD/FK/EP N° 110 686

Contacts IFOP : Frédéric Dabi / François Kraus / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

frederic.dabi@ifop.com



pour



L'état de l'opinion : perceptions et attentes des Français quatre mois après l'élection présidentielle

**Les principaux enseignements de l'enquête
Septembre 2012**

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



www.ifop.com



Alertes d'actualité

Facebook

Twitter

iPhone et iPad

www.ifopelections.fr

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Le Groupe UMP à l'Assemblée Nationale
Echantillon	Echantillon de 1 013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 14 au 18 septembre 2012

- 2 -

Les principaux enseignements de l'enquête

A. LA POSTURE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Les Français expriment un jugement mitigé sur les premiers pas du quinquennat de François Hollande, jugement qui fait écho à une cote de popularité présidentielle désormais déficitaire¹.

En effet, une nette majorité de personnes interrogées (64%) considère que le chef de l'Etat n'a pas réussi son début de mandat alors qu'un gros tiers exprime l'opinion inverse. Cette tendance ne varie guère selon les catégories de population, l'évaluation du début de quinquennat de François Hollande s'avérant toutefois plus bienveillante chez les professions libérales et cadres supérieurs ainsi que chez les salariés du secteur public. Surtout sur cette question, se fait jour un très net clivage politique attestant de la permanence dans l'opinion d'**une conflictualité post-présidentielle**. Ainsi, la quasi-totalité des sympathisants UMP stigmatisent le début du mandat de François Hollande (96%) tandis que plus de trois quarts des sympathisants socialistes considèrent que le début du quinquennat est réussi. Relevons toutefois que presque un quart des électeurs présidentiels de F. Hollande et 41% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon expriment un avis défavorable sur les premiers mois du nouvel exécutif.

Au-delà de l'évaluation mitigée du début de mandat de François Hollande, la perception de son action sur les scènes européenne et internationale fait l'objet de jugements moins sévères. Ainsi, une majorité de Français (57%) considère que le chef de l'Etat défend bien la place et les intérêts de la France au sein de l'union européenne. Ce sentiment est massif chez les sympathisants socialistes (92%), majoritaire au centre mais ressenti par à peine un quart des proches de l'UMP comme du FN. L'implication de François Hollande sur la question syrienne suscite des réactions moins favorables puisque 57% des personnes interrogées estiment que sa mobilisation sur ce dossier a été insuffisante. Les sympathisants du centre et de l'UMP relayent massivement cette critique (85%), également partagée par un tiers des proches de la gauche.

On peut toutefois minorer l'impact de ce dossier syrien dans le jugement de l'opinion à l'égard du président de la république. En effet, priment plus que jamais les enjeux de politique intérieure : plus de trois quarts des interviewés attendent avant tout du chef de l'état qu'il s'implique sur la scène intérieure, cette demande s'affirmant avec une intensité équivalente à gauche comme à droite.

B. LE FONCTIONNEMENT DU GOUVERNEMENT

Le fonctionnement du couple exécutif François Hollande / Jean-Marc Ayrault fait l'objet de perceptions contrastées. Ce duo est perçu à la fois sous l'angle de la complémentarité (par 66% des Français mais seulement 42% des proches de l'UMP) et de l'équilibre (65%). Ce dernier point constitue une rupture dans l'opinion par rapport au couple Sarkozy / Fillon. En revanche, l'efficacité de l'action menée par l'actuel duo exécutif suscite le doute. Ainsi, seuls 45% des Français estiment que François Hollande et Jean-Marc Ayrault agissent efficacement contre 55% exprimant un avis contraire. La conflictualité post-présidentielle à l'œuvre dans l'opinion est particulièrement visible sur cette question : 91% de sympathisants de l'UMP considèrent que le couple exécutif n'agit pas efficacement tandis que 87% des proches du PS lui reconnaissent au contraire une action efficace.

¹ 43% de satisfaits dans le baromètre Ifop / JDD publié dimanche 23 septembre.

Invités à évaluer l'action des principales personnalités gouvernementales, les Français établissent une hiérarchie claire. Manuel Valls se détache largement et suscite la satisfaction de plus des deux tiers des Français (67%), dont une nette majorité de sympathisants de l'UMP (63%).

Le ministre de l'Intérieur devance trois autres personnalités du gouvernement qui bénéficient pourtant d'une majorité de personnes satisfaites de leur action, à savoir Jean-Marc Ayrault (58%), Vincent Peillon (57%) et Laurent Fabius (56%). Notons que les sympathisants socialistes plébiscitent le Premier ministre tandis que ceux du Front de Gauche expriment la satisfaction la plus forte à l'égard du Ministre de l'Education.

Marisol Touraine et Pierre Moscovici recueillent des scores de satisfaction à peine majoritaires (52% et 50%) tandis que quatre ministres pâtissent d'un niveau de satisfaction minoritaire : Michel Sapin, Christiane Taubira, Cécile Duflot et surtout Arnaud Montebourg dont l'action suscite le mécontentement le plus élevé (60%).

Relevons qu'à l'exception notable de Manuel Valls, la plupart des ministres testés recueillent un mécontentement majoritaire d'au moins trois quarts des sympathisants UMP. Seuls Vincent Peillon et Laurent Fabius obtiennent auprès de cette famille politique un tiers de satisfaits s'agissant de leur action.

C. LA MAJORITE AU PARLEMENT

Dans le contexte de critiques fortes exprimées par Jean-Luc Mélenchon à l'égard de l'action de l'exécutif, se pose la question de l'appartenance du Front de Gauche à la majorité présidentielle. Seuls 32% des Français répondent par l'affirmative alors que 68% estiment que les députés communistes et du parti de gauche n'appartiennent pas à la majorité. Ce point de vue est majoritaire dans toutes les familles politiques, y compris chez les sympathisants du PS (60%) et du Front de Gauche (63% pensent que le PC et le PG ne font pas partie de la majorité présidentielle).

On retrouve ces doutes s'agissant du groupe parlementaire d'Europe Ecologie les Verts. Celui-ci est certes perçu par un interviewé sur deux comme une force de proposition pour le gouvernement. Toutefois, moins d'un tiers des personnes interrogées considère que le groupe écologiste à l'Assemblée Nationale soutient pleinement l'action du gouvernement et 27% que ce groupe vote de manière inconditionnelle les projets de loi du gouvernement. Précisons s'agissant de ce dernier élément que l'enquête a été réalisée avant l'annonce du refus par Europe Ecologie Les Verts de voter en faveur de la ratification du Traité européen.

Dans le détail, la perception du soutien d'Europe Ecologie à l'action gouvernementale est minoritaire chez les sympathisants socialistes (42%, 25% chez les proches de l'UMP) ainsi que parmi ceux d'Europe Ecologie les Verts (35%).

En comparaison, les opinions associées au groupe parlementaire socialiste divergent. Pilier de la majorité présidentielle, ce groupe est perçu comme soutenant pleinement le gouvernement (77%) et comme une force de proposition (63%). Toutefois, **la vision traditionnelle par l'opinion d'un groupe parlementaire « godillot » semble avoir vécu.** En effet, une part certes minoritaire (42%) mais non négligeable de Français n'imaginent pas que le groupe socialiste votera de manière inconditionnelle les projets de loi du gouvernement. Relevons cependant que ce point de vue n'est pas fortement partagé par les sympathisants UMP : 72% d'entre eux anticipent un groupe parlementaire PS votant sans discuter les projets gouvernementaux.

D. L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Invités à évaluer les mesures ou actions réalisées ou annoncées depuis le début du quinquennat de François Hollande, les Français approuvent à près des deux tiers trois actions : la création de quinze zones de sécurité prioritaires, le retour à la retraite à 60 ans pour les salariés ayant commencé à travailler avant 20 ans et la création de 60.000 postes dans l'Education nationale. Notons que les sympathisants UMP n'approuvent majoritairement que la mesure annoncée par Manuel Valls relative aux zones de sécurité. Deux mesures revenant sur l'action menée sous le mandat de Nicolas Sarkozy suscitent une approbation de peu majoritaire, à savoir la suppression de la TVA sociale ou anti-délocalisation (53%) ainsi que la suppression du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Ces mesures sont soutenues plus fortement à gauche mais font l'objet d'un rejet massif à l'UMP et à un degré moindre chez les sympathisants frontistes.

En revanche, les autres mesures testées pâttissent d'une approbation minoritaire dans l'opinion que ce soit des décisions d'ordre économique comme la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires ainsi que le relèvement des droits de succession et des donations ou relevant de la politique migratoire. La suppression de la franchise de 30 euros dans le cadre de l'AME et l'assouplissement des critères d'obtention de la nationalité française suscitent en effet une très forte désapprobation. Celle-ci se caractérise par un rejet quasi unanime chez les sympathisants UMP comme du FN et par un soutien mitigé (entre 47% et 50%) émanant des sympathisants socialistes ou du Front de Gauche.

S'agissant de l'Aide Médicale d'Etat, le souhait d'une participation financière de ses bénéficiaires est partagé par 83% des interviewés et demeure majoritaire quelle que soit l'appartenance partisane (90% à l'UMP mais tout de même 74% chez les sympathisants socialistes).

Sur un autre plan, invités à indiquer les critères les plus importants pour acquérir la nationalité française, les interviewés établissent une hiérarchie claire. L'adhésion aux valeurs de la République et des droits de l'Homme, mentionnée par plus de deux Français sur trois (68% dont 45% en première réponse) et à un degré moindre la maîtrise de la langue française (58% dont 26%) apparaissent fondamentales dans l'obtention de la nationalité française.

Ne pas avoir fait l'objet de condamnations pénales ou résider en France depuis au moins 5 ans sont des critères cités en revanche plus marginalement, mais la proportion de personnes les ayant mis en avant (respectivement 39% et 31%) est non négligeable, contrairement à la connaissance des grandes lignes de l'Histoire de France (4%).

Cette question ne résiste pas à l'émergence de certains clivages politiques. Hormis les soutiens du Front de Gauche, les personnes ayant exprimé une sympathie politique mettent l'accent sur l'adhésion aux valeurs de la République et des droits de l'Homme (65% de citations auprès des proches du PS, 66% auprès des proches de l'UMP) et la maîtrise de la langue française (respectivement 55% et 58%). Les sympathisants du Front National sont cependant davantage à mettre en avant la maîtrise de la langue française. Opère en outre un clivage générationnel : les jeunes de moins de 35 ans s'opposent à leurs aînés en portant davantage attention à la maîtrise de la langue française (72% contre 52% des 35 ans et plus) qu'à l'adhésion aux valeurs de la République et aux droits de l'Homme (58% contre 72% des 35 ans et plus).

E. LA DETTE ET LE DEFICIT

La décision de François Hollande de réaliser à la fois des économies budgétaires (pour un tiers des efforts nécessaires) et des prélèvements supplémentaires sur les ménages et les entreprises (pour deux tiers des efforts nécessaires) afin de boucler le budget de l'année 2013 ne correspond pas aux solutions privilégiées par les Français en la matière.

En effet, à peine une personne interrogée sur cinq (19%) considère que cette politique alliant réduction des déficits et hausse de la fiscalité est la meilleure solution pour ramener les comptes de l'Etat à l'équilibre. Ils sont plus des trois quarts (78%) à penser que le gouvernement devrait avant tout diminuer les dépenses publiques, soit une proportion en légère hausse par rapport à celle mesurée par l'Ifop il y a trois mois (+4 points par rapport à juin 2012). La proportion de Français estimant que cette réduction des déficits publics passe avant tout par un alourdissement de la fiscalité reste quant à elle marginale (3%), y compris chez les sympathisants du Front de Gauche (12%).

Le choix du gouvernement de ne pas réduire les dépenses allouées à certains domaines d'actions jugés prioritaires (l'éducation, la justice, la sécurité) est partagé par une majorité de Français.

Moins d'un Français sur vingt estime que les dépenses à réduire en priorité sont celles affectées à l'éducation et à l'enseignement scolaire (2%), à la police (2%) ou à la justice (1%). De même, ils sont peu nombreux à penser que l'Etat doit avant tout diminuer ses dépenses en matière de recherche et d'enseignement supérieur (1%) ou celles allouées à la ville et au logement (2%). Aux yeux des interviewés, les dépenses à réduire en premier sont celles affectées à la gestion des finances publiques et des ressources humaines (20%), à la défense nationale (17%) et à la solidarité (16%), ainsi qu'aux engagements financiers de l'Etat (12%). Ils sont également 6% à citer en premier les dépenses en matière développement et d'aménagement durable et 7% celles affectées au travail et à l'emploi.

En matière de réduction du nombre de fonctionnaires, la majorité des Français (60%) considère qu'il est possible d'aller plus loin que les engagements pris en la matière par le gouvernement Ayrault, à savoir maintenir les effectifs de la fonction publique à niveau constant sur cinq ans.

Cependant, les avis sur le sujet s'avèrent très partagés politiquement. En effet, si une majorité de sympathisants du Modem (73%), de l'UMP (80%) et du FN (58%) estime qu'il est envisageable d'aller encore plus loin dans la réduction du nombre de fonctionnaires, ce n'est pas le cas des sympathisants de gauche qui considèrent, à une courte majorité (54%), que cela n'est pas possible. Au total, 40% des Français estiment ainsi qu'il n'est pas possible d'aller plus loin dans la réduction du nombre de fonctionnaires.

L'idée selon laquelle il existe en France trop d'échelons administratifs fait consensus au sein de la population : 87% des personnes interrogées partagent ce point de vue. La proportion de Français « tout à fait d'accord » avec cette idée est même majoritaire (53%) et a progressé fortement en l'espace de quatre ans (+ 12 points par rapport à 2008).

Dans le détail des résultats, on note que les sympathisants du Modem (95%) et de l'UMP (91%) partagent plus encore cette opinion que la moyenne des Français. En revanche, on n'observe pas de différences notables de points de vue en fonction de la région ou de la catégorie d'agglomération.

S'ils aspirent massivement à une simplification du "mille-feuille" administratif hexagonal, les Français s'avèrent beaucoup plus partagés en ce qui concerne la structure à supprimer. Une tendance se dégage néanmoins : les structures intercommunales apparaissent comme l'échelon administratif à supprimer en priorité (41%), loin devant les conseils généraux (29%) et les conseils régionaux (19%). Tradition communaliste oblige, la suppression de l'échelon municipal n'est évoquée que par un Français sur dix (11%).

Dans le détail des résultats, on note que les clivages politiques apparaissent surtout autour des départements : leur suppression constituant une aspiration beaucoup plus forte dans les rangs des sympathisants du Modem (44%) et de l'UMP (37%) que dans ceux des sympathisants socialistes (27%) ou frontistes (18%).

De manière générale, les pistes suivies par le gouvernement en matière d'augmentation des impôts sont assez proches de celles suggérées par les Français. En effet, lorsqu'on leur demande quels prélèvements obligatoires il faudrait augmenter en priorité, les personnes interrogées citent d'abord la suppression des niches fiscales (57%) et l'augmentation de l'ISF (50%), de la fiscalité sur les revenus du capital (39%) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (29%). En revanche, rares sont ceux qui évoquent les solutions qui n'ont pas été pour le moment annoncées par le gouvernement comme la hausse de la TVA (11%) ou de la CSG (5%).

Dans le détail des résultats, on note que les sympathisants UMP se distinguent du reste des sondés par le fait qu'ils sont les seuls à évoquer en premier la généralisation de l'impôt sur le revenu à tous les foyers (54%, contre 36% en moyenne).

Près des deux tiers des personnes interrogées expriment leur opposition aux projets fiscaux du gouvernement concernant les contrats d'assurance-vie et les avantages fiscaux liés à l'emploi d'une personne à domicile. En effet, les Français s'opposent largement à la mise en place d'une fiscalité sur les nouveaux contrats d'assurance-vie (62%) et à une réduction des avantages fiscaux permettant aux familles employant une personne à domicile de réduire leurs impôts (63%).

En revanche, en ce qui concerne le plafond du quotient familial, la proposition d'abaisser le montant du crédit d'impôt à 2 000 € par an et par demi-part (au lieu de 2300 € actuellement) suscite l'assentiment de la majorité des personnes interrogées (58%), y compris dans les rangs des sympathisants UMP (51%).

F. COMPETITIVITE / COUT DU TRAVAIL / PROTECTION SOCIALE

Alors que le gouvernement a fait savoir qu'il excluait tout retour de la TVA sociale dans le cadre de la réforme du financement de la protection sociale, les Français considèrent que sa principale source de financement devrait être une fiscalité sur les produits importés.

En effet, la fiscalité sur les produits d'importation constitue pour les interviewés la source de financement de la protection sociale (65%) la plus souhaitable, devant les cotisations sociales (51%) et loin devant d'autres dispositifs fiscaux comme la CSG (26%), la TVA (22%), une fiscalité écologique (23%) et l'impôt sur le revenu (14%). En analysant plus finement les résultats, on observe que l'idée d'une fiscalité sur les produits importés est particulièrement populaire dans les rangs des sympathisants FN (75%, contre 65% en moyenne) alors que la TVA est davantage évoquée par les sympathisants UMP (32%, contre 22% en moyenne) et l'impôt sur le revenu par les sympathisants socialistes (19%, contre 14% en moyenne).

G. EDUCATION ET FORMATION

La volonté du Ministre de l'Education de revoir les dispositifs législatifs permettant l'entrée en apprentissage dès 14 ans semble aller à l'encontre des attentes exprimées par les Français sur le sujet. En effet, ces derniers souhaitent, à une très large majorité (81%), qu'on permette aux élèves du secondaire d'entrer en apprentissage dès l'âge de 14 ans. En revanche, les Français adhèrent largement aux projets gouvernementaux consistant à rallonger le temps de présence en classe des élèves du primaire, qu'il s'agisse de la réduction de deux semaines des vacances d'été (64%) ou de la hausse du nombre de jours de classe de 4 jours par semaine à 4,5 jours (64%).

Dans le détail des résultats, il est intéressant de noter que la possibilité d'entrer en apprentissage dès 14 ans suscite un consensus dans toutes les catégories de la population, électeurs de gauche compris.

Les deux tiers des personnes interrogées (66%) soutiennent la création des 150 000 emplois d'avenir tels qu'ils ont été annoncés par le gouvernement, les électeurs de la droite parlementaire et du Front national étant les seules catégories de la population à y être majoritairement opposées (à 54%). Il faut dire qu'aux yeux de plus de deux Français sur trois (68%), ces emplois apparaissent comme un moyen d'aider les jeunes exclus du marché du travail à s'insérer dans la vie professionnelle. En revanche, signe de l'ambivalence de l'opinion sur le sujet, la plupart des personnes interrogées considèrent que ces emplois ne se distinguent pas vraiment des emplois jeunes mis en place par le gouvernement Jospin (84%) et qu'ils vont coûter cher sans créer des emplois viables et durables pour les jeunes concernés (68%).

En analysant plus finement les résultats, on observe que les réponses sont assez clivées politiquement sur les questions relatives aux avantages et inconvénients de ces emplois d'avenir. A cet égard, il est intéressant de noter que les sympathisants de gauche sont très partagés sur la question du coût et de la viabilité de ces emplois : 49% d'entre eux estiment qu'ils vont coûter cher sans créer des emplois viables et durables. Par ailleurs les sympathisants UMP reconnaissent à une courte majorité (51%) leur utilité pour les jeunes exclus du marché du travail.

H. EUROPE

Les Français soutiennent massivement les initiatives de l'Union européenne en matière de contrôle des déficits budgétaires. Ainsi, l'inscription dans la Constitution de « la règle d'or budgétaire » fait l'objet d'une adhésion massive (86%) et ceci aussi bien par les sympathisants du PS (81%) que de l'UMP (88%). L'idée d'instaurer un mécanisme de contrôle des budgets nationaux par un organisme européen suscite un peu moins de consensus mais reste acceptée par sept interviewés sur dix (69%) et ceci dans toutes les catégories de la population, y compris les personnes ayant voté contre le projet de Constitution Européenne en 2005 (79%).

Le couple franco-allemand apparaît aujourd'hui comme un concept de plus en plus dépassé : seul un Français sur trois (32%) considère que l'Allemagne doit être le partenaire privilégié de la France au sein de l'Union européenne. A contrario, ils sont de plus en plus nombreux à souhaiter qu'elle traite tous ses partenaires à égalité (56%, + 12 points en 2 ans).

Dans le détail des résultats, on observe que seuls les sympathisants UMP restent majoritairement attachés (à 60%) au partenariat privilégié entre la France et l'Allemagne.

A cet égard, pour près de la moitié des Français (48%), le lien sur lequel est fondé le couple franco-allemand s'est affaibli depuis l'élection de François Hollande en mai 2012. Une proportion équivalente de Français considèrent que les relations franco-allemandes n'ont pas changé (48%). Enfin, seules 4% d'entre eux estiment qu'elles se sont renforcées (4%) depuis son arrivée à l'Elysée.

A noter que cette perception s'avère être très clivée politiquement : si les sympathisants de gauche et du centre n'ont pas perçu d'affaiblissement du couple franco-allemand, ce n'est pas le cas des sympathisants UMP (77%) et FN (64%) qui, très majoritairement, estiment que cet axe a quelque peu perdu de sa force depuis l'alternance.

Les Français sont de plus en plus favorables à des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat : 60% d'entre eux souhaitent moins d'intégration européenne, soit une proportion en hausse de 9 points en l'espace de trois mois et de 12 points en l'espace de douze mois.

L'aspiration à une politique économique et budgétaire unique, qui faisait l'objet d'un soutien majoritaire il y a un an, est donc désormais largement minoritaire dans l'opinion (40%), sauf dans les rangs des catégories les plus aisées (63% des cadres et professions intellectuelles supérieures) et les plus âgées de la population (56% des personnes âgées de 65 ans et plus) de même que chez les partisans du Modem (58%) et des deux grands partis de gouvernement (55% chez ceux du PS, 55% chez ceux de l'UMP).

Cette tendance en faveur de politiques propres à chaque Etat se retrouve dans l'évolution du souhait d'un retour à la monnaie nationale. Dans un contexte de crise de la zone euro et de ralentissement économique, le souhait d'un retour au franc a en effet progressé de manière significative : +9 points en trois mois, à 35%. Toutefois, le souhait d'un abandon de l'euro reste minoritaire en dehors des sympathisants du FN (78%) et se situe toujours en-dessous du niveau record atteint en mai 2010 (38%). Dans leur grande majorité, les Français (65%) restent donc toujours attachés à la pérennité de l'euro.

A l'heure où François Hollande a réitéré son souhait de voir la Grèce rester dans la zone euro, on observe que près des deux tiers des Français (65%) souhaitent la sortie de ce pays de la zone euro en cas d'incapacité de son gouvernement à réduire sa dette et son déficit. Bien que largement majoritaire, le souhait de sortie de la Grèce de la zone euro est en retrait par rapport au niveau observé en novembre 2011 (73%).

Dans le détail des résultats, il convient de noter que ce souhait est d'autant plus fort que l'on se situe à droite de l'échiquier politique : de 46% chez les sympathisants du Front de Gauche, il monte à 57% chez les sympathisants socialistes et 61% chez les sympathisants du MoDem pour atteindre des niveaux records chez les partisans de l'UMP (76%) et du FN (81%).

I. LES PRIORITES EN FRANCE

La réduction de la dette publique et la lutte contre l'immigration clandestine constituent les principales priorités des Français dans les mois qui viennent.

Interrogées sur les thèmes sur lesquels les actions ou initiatives doivent porter pour les mois qui viennent, les Français se prononcent avant tout en faveur de la réduction de la dette publique et la lutte contre l'immigration clandestine. Ces thèmes sont en effet considérés comme prioritaires par respectivement 66% et 59% des personnes interrogées. Prioritaires pour un peu plus d'une personne sur trois, la réforme du financement de la protection sociale (40%), la baisse du coût du travail (39%) et le maintien des services publics (38%) apparaissent plus en retrait. A contrario, des thématiques sociétales comme le droit au mariage pour les couples homosexuels (8%) et l'octroi du droit de vote des étrangers (5%) apparaissent moins dans l'ordre des priorités.

La réduction de la dette publique est une problématique « saisie » par l'ensemble des Français, quelle que soit leur proximité politique, puisqu'au moins deux tiers des sympathisants des principaux mouvements, et plus particulièrement 68% des sympathisants de l'UMP, la considèrent comme prioritaires. La lutte contre l'immigration clandestine suscite en revanche un fort clivage politique : seulement 41% des sympathisants de gauche la jugent « tout à fait prioritaires » contre 75% des sympathisants de l'UMP et 90% des sympathisants du Front National. De même, à l'instar des sympathisants du MoDem, les soutiens de l'UMP mettent davantage l'accent sur la nécessité de baisser le coût du travail (prioritaire pour 52% d'entre eux, contre 39% en moyenne) et sont moins sensibles au maintien des services publics.